



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

Région Pays de la Loire

Notice d'information du territoire TORC « AAC de la Houlberdiere » Campagne 2025

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « AAC de la Houlberdiere » au titre de la campagne PAC 2025. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Régie des eaux de Coëvrons

8 boulevard du Maréchal Leclerc

53600 Evron

Sébastien FOLLAIN

sfollain@eau-coevrons.fr

2 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « AAC DE LA HOULBERDIÈRE » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

A l'Est du département de la Mayenne, 8 captages d'eau potable ont été identifiés comme prioritaires par le Grenelle de l'Environnement en 2009 au regard de l'augmentation des concentrations en nitrates dans leurs eaux brutes. Stratégiques pour l'approvisionnement en eau potable de plusieurs milliers d'abonnés de ce secteur, des démarches de préservation et de protection de ces ressources ont été engagées via deux contrats territoriaux mis en œuvre sur les dix dernières années et un troisième qui est en cours d'exécution :

- Le premier, entre 2011 et 2016 évalué en 2016 était porté par le SIAEP de l'Orthe et la Vaudelle et le SIAEP de Chéméré le Roi,
- Le deuxième, entre 2017 et 2021, porté par la Régie des Eaux des Coëvrons à partir de 2018 pour le compte de la Communauté de communes du Pays de Melay-Grez et du SIAEP de la région de Sillé-le-Guillaume.
- Le troisième, entre 2022 et 2027, porté par la Régie des Eaux des Coëvrons à partir de 2022 pour le compte de la Communauté de communes du Pays de Melay-Grez et du SIAEP de la région de Sillé-le-Guillaume.

Ces captages d'eau souterraine sont implantés dans des nappes libres intrinsèquement vulnérables aux transferts de polluants du fait des caractéristiques géologiques locales : des schistes et calcaires du cambrien, fissurés et très filtrants.

Le contexte de ces aires d'alimentation de captages est à caractériser également au regard de la Directive Cadre sur l'Eau et sa déclinaison nationale : elles sont en effet sur des territoires de Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux. L'état chimique de ces masses d'eau est mauvais, et les objectifs de bon état des masses d'eau de Sarthe Aval et Sarthe amont sont visés à horizon 2027. Les SAGE sont déclinés en contrats territoriaux de préservation de milieux aquatiques.

Le territoire éligible est situé principalement sur la commune de Torcé-Viviers-en-Charnie.

Ce territoire couvre une superficie globale de 2830 ha dont 1788 ha de SAU.

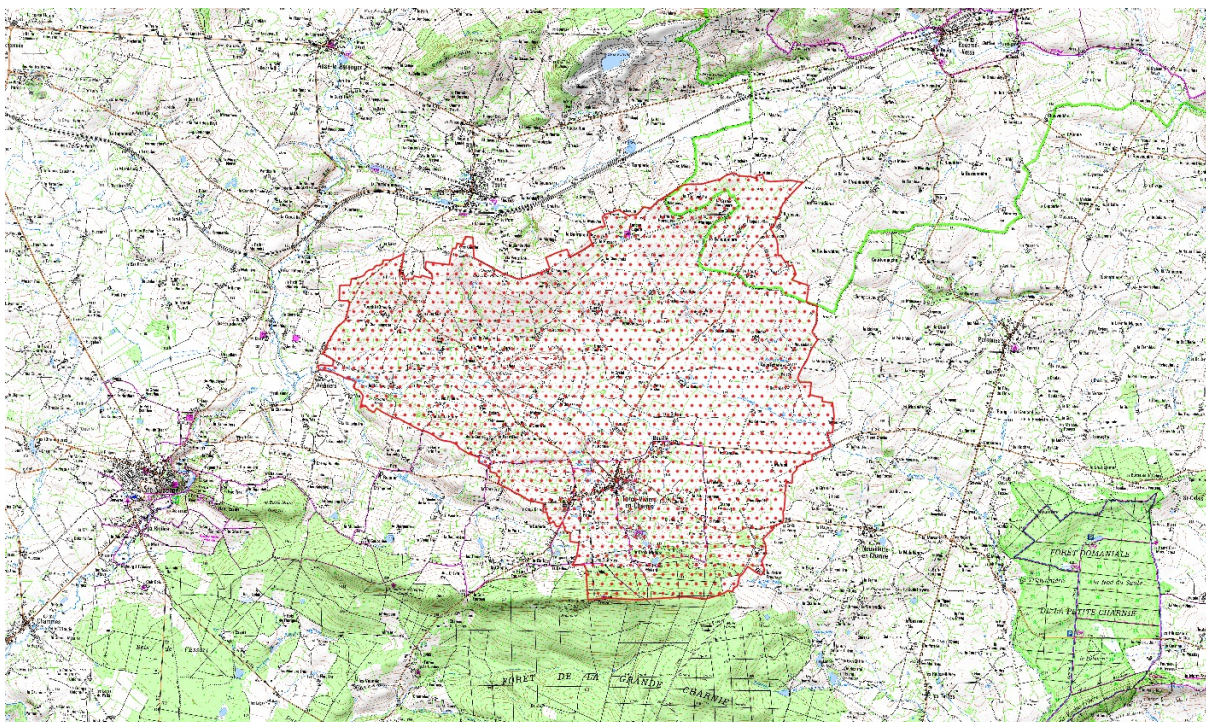


Figure 1 : Périmètre de l'Aire d'Alimentation du Captage (AAC) de la Houlberdière : 2830 ha

Les mesures ouvertes sur ce territoire sont dites « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

3 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Le territoire de ces bassins d'alimentation est inclus dans la zone d'actions prioritaires régionale pour l'enjeu eau.

Diagnostic agricole

L'agriculture du territoire est caractérisée par des systèmes polyculture-élevage fragiles, avec une diminution des surfaces en herbe, un agrandissement des exploitations, l'ouverture du milieu et le développement des surfaces en culture, peu propices à une préservation de l'eau et des sols.

Diagnostic environnement

Ces captages d'eau souterraine sont implantés dans les schistes et calcaires du cambrien. Cette formation géologique confère au territoire une grande richesse sur le plan de la ressource en eau mais aussi une grande vulnérabilité aux pollutions. En revanche, l'agrandissement des exploitations agricoles et la simplification des systèmes, la fragilité intrinsèque des milieux (structures calcaires des sols, pente forte sur certains secteurs, sous-sol filtrants, nappes « dites libre » peu protégées) représentent une menace pour le maintien de la qualité de l'eau superficielle et souterraine.

Depuis 2012, on constate une stabilisation voire une baisse des teneurs en nitrates dans les 8 captages, même si la situation demeure contrastée ; un captage (Vaubourgueil) est en dérogation pour dépassement des 50 mg/l une seconde fois, et 2 captages (Grand Rousson et la Fortinière) ont des teneurs moyennes supérieures à 50 mg/l.

Au vu de ce diagnostic, la stratégie du territoire repose sur :

- Une limitation de l'apport d'intrants sur le périmètre des captages,
- Un pilotage raisonné de la fertilisation sur les exploitations,
- Une évolution des systèmes vers des pratiques n'impactant pas la qualité de l'eau, et notamment vers des systèmes herbagers, des cultures à bas niveau d'impact et/ou biologiques,
- Un maintien de l'herbe et du bocage.

4 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre :

- une obligation de réaliser avant l'engagement un diagnostic agroenvironnemental de l'exploitation (avec un plan de gestion pour certaines MAEC) ;
- une obligation de réaliser une formation au cours des 2 premières années d'engagement dans la mesure (voir partie 7).

Les **MAEC proposées sont des mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation.

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_TORC_HBV1	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	121 €	Niv 1 Evolution : 8000 € Maintien : 6000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_TORC_HBV2	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	177 €	Niv 2 Evolution : 10000 € Maintien : 7000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_TORC_HBV3	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	233 €	Niv 3 Evolution : 12000 € Maintien : 8000 €
Terres arables des exploitations ayant moins de 10 UGB	PY_TORC_COV4	Système	Limiter l'érosion et le transfert des pesticides dans les eaux de surfaces.	220 €	Niv 1 8 000 €

Pour les MAEC « Herbivores », la progression du taux d'herbe est prise en compte pour la définition du plafond par exploitation :

- le dossier est considéré en « maintien » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 ou la campagne N) est supérieur ou égal au taux d'herbe à atteindre en année 3 ;
- le dossier est considéré en « évolution » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 et la campagne N) est inférieur au taux d'herbe à atteindre en année 3.

Les MAEC sont cofinancées par des crédits européens (FEADER) et nationaux (MASA, AELB).

Les modalités de financement envisagées pour les MAEC 2025 en Pays de la Loire sont les suivantes :

Financier	Part prévue dans le financement des mesures
Crédits européens (FEADER)	80%
Crédits nationaux (MASA, AELB)	20%

Cette notice d'information du territoire « AAC de la Houlberdière » est complétée par les notices spécifiques à chacune de ces mesures, incluant les cahiers des charges à respecter. L'ensemble de ces notices est mis à disposition sur le site internet de la DRAAF des Pays de la Loire.

5 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des financeurs présentés dans le tableau ci-dessus. Les plafonds sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Pour les dossiers des PAEC à enjeu Eau, une priorisation des PAEC est établie au niveau régional. Le PAEC PY_TORC est classé en priorité 1 du fait de la présence dans le territoire d'AAC prioritaires.

Si le budget n'est pas suffisant pour engager tous les dossiers de ce PAEC, les dossiers sont priorisés selon le type de MAEC engagée :

Priorité	Code mesure
A	HBV3 « Evolution »
B	HBV2 « Evolution »
C	HBV1 « Evolution »
D	Eau : COV1 à COV6, FER3 à FER6, PHY1 à PHY6, ARB1, VIT1 Sol : SDC1 et SDC2 Biodiversité : CPRA, IAE1, MHU1, MHU2
E	HBV3 « Maintien »
F	HBV2 « Maintien »
G	HBV1 « Maintien »

Si une priorisation est nécessaire dans une catégorie ci-dessus, elle sera établie selon le taux d'herbe dans la SAU en 2025 : plus ce taux d'herbe est élevé plus le dossier est prioritaire.

7 LISTE DES FORMATIONS PROPOSÉES

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre une obligation de réaliser une formation au cours des 2 premières années d'engagement dans la mesure. Cette formation devra être en lien avec les mesures engagées par l'exploitation et les enjeux du territoire. Les formations proposées sur le territoire sont listées ci-après. Cette liste pourra évoluer. Pour plus d'informations, contacter la structure animatrice du territoire.

Thématique	Format	Encadrant	Durée	Mesure(s) concernée(s)
Fourrages et prairie - Améliorer la conduite de ses prairies	Apports théoriques, visites de parcelles et plan d'action personnalisé	Chambre d'Agriculture	2 jours + 1 visite d'accompagnement individualisé	HBV
Fourrages et prairie – Accroître l'autonomie protéique de son élevage bovin : trèfle, luzerne, méteil	Apports théoriques, étude de cas et plan d'action personnalisé	Chambre d'Agriculture	2 jours + 1 visite d'accompagnement individualisé	HBV
Fourrages et prairie – Bien faire vieillir ses prairies avec le diagnostic prairial	Apports théoriques, clé simplifiée d'identification, reconnaissance des adventices sur le terrain, cas concrets	Chambre d'Agriculture	1 jour	HBV
Fourrages et prairie – Améliorer la valorisation fourragère de ses prairies naturelles (fauche ou pâturage)	Apports théoriques, visite de parcelles	Chambre d'Agriculture	1 jour	HBV
(Re) Mettre l'agronomie au cœur du raisonnement de la conduite de culture	Théorique, visite sur le terrain	Chambre d'Agriculture	2 jours	COV 4

8 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2025, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2025 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;

Pour les exploitations ayant des engagements en cours dans la **programmation 2015-2022**, il convient de le déclarer dans le formulaire de demande d'aide.

² Disponible sur Télépac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

Pour les mesures présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...), vous devez déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.